REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

PREFECTURE DE LA REGION GUYANE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGIEMENTATION

lère Direction 4ème Bureau ARRETE n° 2241 ID/4B du :4 DEL 1995 modificatif de l'arrêté n° 1917 ID/4B du 19 octobre 1993 règlementant l'accès et interdisant la chasse sur le plan d'eau du barrage de Petit-Saut et de ses abords.

REF Nº AFFAIRE SUIVIE PAR

Le PREFET de la REGION GUYANE PREFET de la GUYANE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;

VU le décret du 7 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

VU le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié portant règlement général de police de la navigation intérieure e notamment son article ler ;

VU le code des communes et notamment ses articles L 131-2, L 131-4-1, L 131-13, L 131-14-1;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU le règlement général de police de la navigation intérieure et notamment ses articles 6-22, 9-01 et 9-03;

VU l'arrêté n° 936 lD/2B du 2 mai 1978 portant abrogation de l'arrêté n° 595 lD/2B du 3 avril 1974 et fixant les nouvelles dispositons pour le département de la Guyane, concernant la taille, le nombre et le mode d'emploi des engins utilisés pour la pêche fluviale;

VU l'arrêté n° 1917 règlementant l'accès et interdisar la chasse dans le territoire du futur plan d'eau du barrage de Petit-Saut et de ses abords.

Considérant la nécessité de mettre en oeuvre des mesures pour assurer la sécurité du public et la sauvegarde de la faune depuis la mise en eau du barrage de Petit-Saut ;

. . . /

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Guyane,

ARRETE:

Article ler. - L'arrêté préfectoral n° 1917 du 19 octobre 1993 règlementant et interdisant la chasse dans le territoire du plan d'eau du barrage de Petit-Saut et de ses abords est modifié ainsi qu'il suit :

Le transport de spécimens d'espèces animales non domestiques qu'ils soient vivants ou morts est rigoureusement interdit à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan annexé au présent arrêté, situé sur le territoire des communes de Kourou, Saint-Elie et Sinnamary.

Le reste sans changement.

- Article 2.- Il est rappelé que dans le périmètre sus-indiqué :
 - tout acte de chasse est interdit,
- l'accès à pied ou en véhicules terrestres est interdit et la pénétration et la circulation sur le plan d'eau et sur les sections de cours d'eau sont règlementées.
- Article 3.- Les présentes dispositions sont applicables à compter du ler décembre 1995.
- Article 4.- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Guyane MM. les Maires des communes de Kourou, Saint-Elie et Sinnamary, les gardes nationaux de l'office national de la chasse, et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Guyane, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratif, affiché partout où besoin sera et dont un extrait fera l'objet d'une parution dans la presse.

Le Préfet.

OriginalPOUR AMPLIATION
Ministère Envir. 2 le Chef de Bureau DIREN. 1 ONF. 1 ONC Kourou 1 DAF. 1 DRIRE. 1 Gendarmerie. 1 Mairie Kourou 1 Kairie St-Elie. 1
Mairie Sinnamary 1

R.A.A.....

15/45

Pierre DARTOUT

